

Restaurations et reconstructions des églises en Tarn-et-Garonne au XIX^e siècle

Anne-Marie Uffler

L'héritage

Nous allons évoquer l'extraordinaire floraison d'églises et de temples protestants en Tarn-et-Garonne après la Révolution, en nous efforçant de faire revivre l'aventure des paroisses, depuis la décision d'agrandir leur église jusqu'à l'achèvement des travaux, depuis le choix d'un style, le néogothique, jusqu'à l'apurement des dettes. Ce travail s'appuie sur trois régions bien différentes étudiées par le Service de l'inventaire¹ : la Lomagne, terre riche et vallonnée à l'ouest de Montauban; la région verdoyante et peuplée de Saint-Antonin-Noble-Val, largement arrosée par la rivière de l'Aveyron et dominée par de grandes falaises calcaires de tout temps habitées par l'homme; et au nord de Saint-Antonin, la région de Caylus, pays de pierre encore, avec son causse désertique (fig. 1).

1. Tous les documents (dossiers, microfiches, bases Mérimée, Palissy et Mémoire) peuvent être consultés à la Direction régionale des affaires culturelles de Midi-Pyrénées à Toulouse – Service régional de l'inventaire; ou à la Sous-direction de l'inventaire général et de la documentation du patrimoine, Hôtel de Vigny, 10 rue du Parc-Royal, 75003 Paris (microfiches et bases). Les illustrations de cet article sont (c) *Inventaire général, ADAGP*.

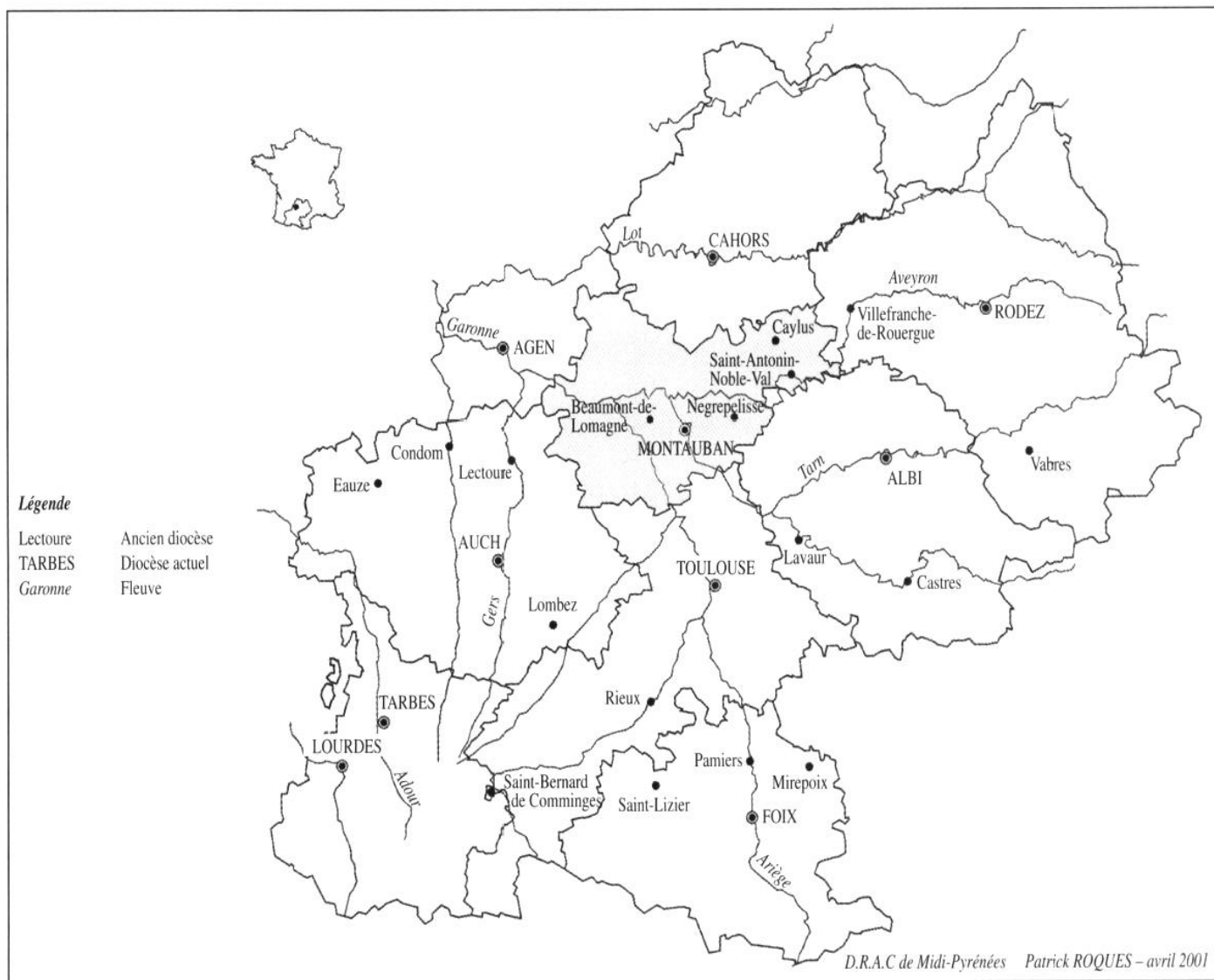


Figure 1 – Carte de situation (Patrick Roques, 2001).

Chacune de ces régions a ses abbayes bénédictines ou cisterciennes, postes avancés de Cluny ou de Conques et de fondation très ancienne : Belleperche et Grandselve – qui compte une centaine de moines – pour Beaumont; Beaulieu, fondée par saint Bernard, Varen fondée par saint Géraud d'Aurillac, Saint-Antonin; sans compter les multiples couvents de femmes et les ordres mendiants.

Pendant les guerres de religion, à Montauban même l'évêque Jean de Lattes était parti en 1556, et le culte catholique avait été supprimé. Saint-Antonin avait abjuré, détruisant sa collégiale pour édifier un temple protestant; Louis XIII avait installé ses armées à Caylus pour réduire ces rebelles et leur projet d'État dans l'État. Nègrepelisse cependant va rester centre huguenot et siège du consistoire protestant. Tout cela n'est pas sans expliquer le réveil catholique postrévolutionnaire et une solide tradition frondeuse, voire anticléricale.

À la Révolution, les vastes bâtiments des abbayes n'abritent plus que quelques religieux, alors dispersés. Des églises ont été transformées en magasins à fourrage comme Beaumont-de-Lomagne; ou en Temple de l'Éternel, à Saint-Antonin alors renommé Noble-Val. Des églises ont aussi été détruites : «Avant cette époque [le Concordat de 1802] St Antonin possédait 3 autres églises conventuelles [des carmes, des cordeliers, des capucins] qui réunissaient une partie de sa population. Mais ces églises ont été vendues pendant la révolution de 1789 et démolies par les acquéreurs de sorte que l'église actuelle est seule restée, pour le service du culte catholique².»

Un fragment du discours de Chateaubriand sur les dotations ecclésiastiques, le 10 janvier 1816 devant la Chambre des Pairs, a été soigneusement recopié par le curé de Verfeil dans un registre de Fabrique³ : «etat actuel de l'eglise de france. 50 diocèses. 9 archevechés. 109 vicaires généraux. 420 chanoines. 490 curés de 1ere classe. 2 400 curés de 2e classe. 26 160 succursalistes. il y a dans ce moment 5 archevechés & 8 evechés vaquans & a peu près 5 000 succursales. La totalité des places a remplir y compris celles des vicaires, aumoniers des hopitaux &c. étoit en 1815 d'environ 46 000; il n'y avoit que 34 000 pretres en état d'etre employés il en manquoit donc 12 000. Or, Messieurs, si vous calculés la probabilités des decès douze années suffiront pour emporter ces 34 000 vieux pretres, qui brisés par un long martyre retournent chaque jour a ce dieu pour lequel ils ont tant combattu. il peut se faire qu'en 1828, il ne reste pas un seul membre de

2. Arch. évêché Montauban : P 116; Saint-Antonin : «registre des délibérations du conseil d'administration de la Fabrique de l'église paroissiale de St Antonin... 1839-1852» (27 juin 1844); Arch. mun. Saint-Antonin : P 237.

3. Créées en 1804, les Fabriques veillent au temporel de la paroisse, à l'entretien et à la conservation des églises, édifice et mobilier; dans leurs registres sont consignées les délibérations, décisions et comptabilité du Conseil de Fabrique, où siègent les notables et les plus imposés de la paroisse. Les Fabriques ont été dissoutes lors de la séparation de l'Église et de l'État (voir par exemple : Arch. paroissiales Caylus : registre de Fabrique 1804-1825, p. 1-18 : 22 ventôse an XII = 11 mars 1804; règlement pour les Fabriques).

l'ancien clergé, calcul d'autant plus effrayant, que depuis 1801 jusqu'à ce jour les ordinations n'ont donné que 6 000 pretres⁴.»

Une vie quotidienne difficile

La pauvreté est endémique. En 1789, les cahiers de doléances de Villefranche-de-Rouergue demandaient de multiplier les cures et de leur assurer un revenu à distribuer aux plus démunis⁵. Pour Verfeil, le maire écrit au préfet, en 1846, que «dans une aussi petite localité [de 1045 habitants] il y en a sans exagérer 50 qui sont réduits à la mendicité⁶». Il y encore, cependant, d'énormes fortunes issues de l'Ancien Régime et qui, ayant traversé toutes les tempêtes, sont offertes pour les travaux à effectuer aux églises. Le plus spectaculaire est peut-être le cas de Jean-Baptiste Joanny (ou encore Joany ou Joanni) : né à Saint-Antonin en 1754, ordonné prêtre à Albi en 1785, il est nommé vicaire à Saint-Antonin où il reste jusqu'en 1792; émigré neuf années en Espagne à la Révolution, il revient ensuite à sa cure comme vicaire dès le Concordat jusqu'en 1813, puis comme curé jusqu'à sa mort en 1851, à quatre-vingt-dix-sept ans⁷; son écriture, au fil des pages des registres de Fabrique, est de plus en plus tremblée. En 1829, il veut faire un don de 20 000 francs pour la construction d'une église plus grande; cynique, le maire écrit au préfet : «M. Le Curé est dans un âge très avancé et peut mourir d'un moment à l'autre, ce qui nous priverait des 20 000 F qu'il désirerait de compter demain, s'il était assuré que le projet de construction fût autorisé dans les formes légales⁸» – il a vécu encore vingt-deux ans.

Avec la pauvreté, l'ignorance et la maladie sont également écrasantes dans la première moitié du XIX^e siècle. En 1821, le curé de Servanac, Delrieu, écrit au ministre de l'Intérieur que l'agriculture est «dans sa première enfance⁹» : il introduit l'usage de la bêche fourchue pour le travail de la terre, instituant expériences et prix d'encouragement, et exhorte, avec le médecin Raynaud de Montauban, à la vaccination contre la petite vérole. Déjà en 1817, les curés avaient tenté de convaincre leurs paroissiens de l'utilité de la vaccination

-
4. Arch. paroissiales Verfeil : registre de Fabrique : «Époque mémorable de la terrible révolution...», mémoire de Jacques Garrigues. Né en Aveyron, curé de Verfeil en 1786, il bénit la nouvelle église en 1798 († 1823).
 5. Arch. paroissiales Saint-Antonin : *Saint-Antonin*, ms L. de Lastic-Saint-Jal (s.d., déposé après 1972), t. 2 : «La Révolution de 1789»; et le «Cahier des Doléances, plaintes et remontrances rédigées par l'Assemblée de la ville et communauté de Vabres pour être remis à l'Assemblée des Trois Ordres, indiquée à Villefranche pour le 16 mars 1789», *Revue historique du Rouergue*, n° 44, 1923, p. 471; voir aussi : L. LEMPEREUR, *État du diocèse de Rodez en 1771*, Rodez, 1906, *passim*.
 6. Arch. dép. Tarn-et-Garonne : O 761 (9 janvier 1846).
 7. Arch. évêché de Montauban : P 116; Arch. mun. Saint-Antonin : P 237, DD 13; Arch. paroissiales Saint-Antonin; C. DAUX, «Le Rouergue montalbanais», *Bulletin de la Société archéologique et historique de Tarn-et-Garonne*, 1898, p. 221.
 8. Arch. dép. Tarn-et-Garonne, O 625 (4 avril 1829).
 9. Arch. dép. Tarn-et-Garonne, O 626.

contre la variole¹⁰. «Telle est l'ignorance dans le Pays que la plupart des électeurs d'arrondissement ne savent pas signer leur nom¹¹» au dire du maire de Servanac; «Les huit conseillers municipaux [...] n'entendent pas un mot de français¹².» La paroisse de Sainte-Sabine est «arriérée, elle n'a pas d'instituteur primaire. Il n'y a pas d'autre moyen d'instruction que l'instruction qu'ils peuvent prendre à l'église¹³.»

Durant tout le XIX^e siècle les maladies et les catastrophes naturelles vont appauvrir les populations et les ressources des Fabriques : la petite vérole, la variole, la typhoïde, la tuberculose, mais aussi orages, grêles, grandes crues, mauvaises récoltes, la maladie de la pomme de terre en 1845... En 1854, des processions sont organisées pour demander la protection de Dieu et des saints contre le choléra qui sévit dans le sud Aveyron tout proche, ravageant la France depuis 1849. En 1863, le phylloxéra ruine le vignoble (aujourd'hui inexistant). Dans le Tarn voisin, ce sont les grandes grèves des mineurs de Carmaux, en 1892. La fièvre aphteuse apparaît en 1900¹⁴.

Les pays sont isolés les uns des autres, les chemins extrêmement difficiles¹⁵ : au XVIII^e siècle, l'évêque de Rodez avait effectué sa visite pastorale dans ces paroisses en chaise à porteurs; au début du XIX^e siècle les côtes sont le plus souvent taillées en escalier¹⁶. Faute de ponts, les détours sont considérables : il faut une journée pour aller de Servanac (sur le plateau) à Saint-Antonin (7 km de route aujourd'hui)¹⁷. Le climat est âpre. Malgré des inondations répétitives, la sécheresse fait ensuite disparaître les sources¹⁸.

-
10. Cl. HARMELLE, G. ELIAS, «Les Piqués de l'Aigle. Saint-Antonin et sa région (1850-1940). Révolution des transports et changement social», Paris, *Revue Recherches*, n° 47/48, 1982, p. 50.
11. Arch. dép. Tarn-et-Garonne, O 626 (1831).
12. Arch. dép. Tarn-et-Garonne, O 626, le maire au préfet (6 janvier 1833).
13. Arch. dép. Tarn-et-Garonne, O 627 (5 septembre 1833).
14. Arch. dép. Tarn-et-Garonne, O 699; «La fièvre aphteuse a fait son apparition dans la commune de Caylus [...] six bœufs sont atteints par cette maladie. Un autre cas s'est déclaré», *La Tribune du Sud-Ouest* (dimanche 14 octobre 1900).
15. Arch. dép. Tarn-et-Garonne, O 744 : «Il y a dans la commune de Belpech un chemin qui longe laveiron sous un roc très élevé et taillé à pic sur une longueur de quatre vingt metres qui la majeure partie de l'hiver reste couvert par l'eau de la riviere, il a besoin d'etre haussé d'un metre et demi. Ce chemin est un des plus frequentés et des plus necessaires du pais, c'est la seule communication du querci et de l'albigeois et des foires de verfeil et de laguepie, les principales des environs» [pétition au préfet, 1822].
16. Arch. dép. Tarn-et-Garonne : O 128; Caylus : «La côte [de Rigal-Sanayre] à réparer est plutot un escalier qu'un chemin. Elle n'offre pas moins de 20 % de pente, sur du roc très escarpé. Aussi, je me garderais bien d'en proposer la réparation [...] on trouvera des difficultés partout, et ces difficultés seront telles, que la partie du causse, parsemée de hameaux très populeux, restera longtemps enclavée.» Rapport sur une pétition des habitants du quartier de St Symphorien tendant à obtenir des fonds pour la réparation de chemin... (1^{er} août 1849).
17. Arch. dép. Tarn-et-Garonne, O 626; Saint-Antonin (Servanac) : «Il faut perdre une journée pour aller à St Antonin [...] Il faut envoyer les enfans [à l'école] à St Antonin. Aussi ne les y envoie-t-on pas, même les plus riches.» Pétition au ministre des Travaux publics [1831].
18. Arch. dép. Tarn-et-Garonne : O 761; Verfeil : «la longue secheresse que nous avons essayée avait produit...comme dans plusieurs autres communes, presque l'entière disparition des sources; j'attendais avec confiance que la saison des pluies obvierait à ce fléau; je vois avec une profonde peine [...] que la fontaine de verfeil n'augmente pas et que la disette d'eau

L'hiver, la neige est abondante et il gèle très fortement : le 19 mars 1846, après l'écroulement des toitures de plusieurs églises dû à la neige, l'architecte du département écrit au préfet : «je me suis demandé si dans une contrée où les couvertures des bâtimens sont exposées à être chargées d'une grande quantité de neige, il ne serait pas convenable de donner une plus forte pente aux versants de cette toiture, et de les incliner sur un angle de 45 degrés?¹⁹».

Restaurer les églises

La création du Tarn-et-Garonne, en réunissant des éléments des diocèses et anciens diocèses voisins Cahors, Rodez, Toulouse, Condom, Lectoure, Agen et Lombes, rétablit le diocèse de Montauban supprimé en 1790. Avec le nouveau découpage du territoire des paroisses et le renouveau de la foi, les églises sont devenues trop petites...

Le plus souvent reconstruites à la hâte au xvii^e siècle, après les guerres de religion, ces églises paroissiales sont modestes et peu solides (fig. 2). Ainsi, une paroisse de 400 fidèles (la population de tout le village) reçoit-elle un accroissement de 800 âmes par l'effet de la nouvelle circonscription des paroisses²⁰. Les accidents se multiplient : «Le Jeudi Saint, la grande majorité des paroissiens amoncelés dans l'église, fut sur le point d'être asphyxiée les 7/8 des bougies, s'étant éteintes, heureusement vers la fin de l'office²¹.» Le même accident a lieu à Saint-Pierre-Livron, près de Caylus²² : en outre, l'édifice est sur un promontoire dont une grande partie s'effondre en 1897 «par le

devient de plus en plus alarmante; il faudrait aller à demi lieue pour se procurer ce premier besoin de la vie.» (Le maire au préfet, 10 janvier 1823.)

19. Arch. dép. Tarn-et-Garonne : O 141, Cazals, église.

20. Arch. dép. Tarn-et-Garonne : O 626, Saint-Antonin-Noble-Val (Servanac), lettre du curé au préfet (28 mai 1822) : «l'église mesure 14m50 de long, sur 4m50 de large, et autant de hauteur»; Arch. mun. Saint-Antonin-Noble-Val, registre des délibérations 1821-1846 : «église insuffisante pour le nombre des fidèles : elle n'a que 400 m2 et la population catholique de la paroisse est d'environ 4400 âmes. Avec les habitants des autres paroisses et de la campagne qui y viennent, cela fait 4 à 5000 fidèles habitués de cette paroisse : l'église ne peut donc pas les contenir tous» (17 décembre 1826).

21. Arch. dép. Tarn-et-Garonne : O 626; Saint-Antonin-Noble-Val (Servanac) : «les membres composant l'œuvre de l'église de notre dame de Servanac» au préfet (réponse du préfet le 18 mai 1819).

22. Arch. dép. Tarn-et-Garonne. O 128; Caylus (Saint-Pierre-Livron); pétition au préfet : «Leur église paroissiale et unique n'a que seize mètres de long, trois de large environ, et [...] son plafond en bois et en forme de voute, n'est élevé, dans sa plus grande hauteur, qu'à six mètres au dessus du sol. La section de St Pierre renferme huit cens habitans tous catholiques; elle est très étendue : quoiqu'un assez grand nombre de maisons soit à un demi-myriamètre de l'église, ils viennent assidûment aux offices : aussi voit-on souvent plusieurs personnes, après avoir péniblement, quelque fois par un mauvais tems, parcouru une assez grande distance pour assister à l'office divin, se presser autour de l'église qui ne peut les contenir, exposés aussi tantôt aux rayons d'un soleil brulant, tantôt à un froid excessif, quelquefois même à la pluie. Dans l'été, Mr le Desservant s'est vu obligé de faire éteindre partie des cierges dont la fumée, jointe à la chaleur, incommodait, suffoquait presque les assistans, tant ils se trouvaient resserés dans cet espace étroit et peu aéré.» (29 juillet 1833.)

creusement depuis 40 ans de tombes dans le tuf on a introduit les eaux de manière à augmenter considérablement ces cause de dislocation naturelle²³». À Laguépie, l'église s'écroule presque complètement pendant les travaux d'agrandissement en 1835; son jeune curé, l'abbé Auguste Marie Joseph Couderc, en expose la ruine au ministre des Cultes²⁴.

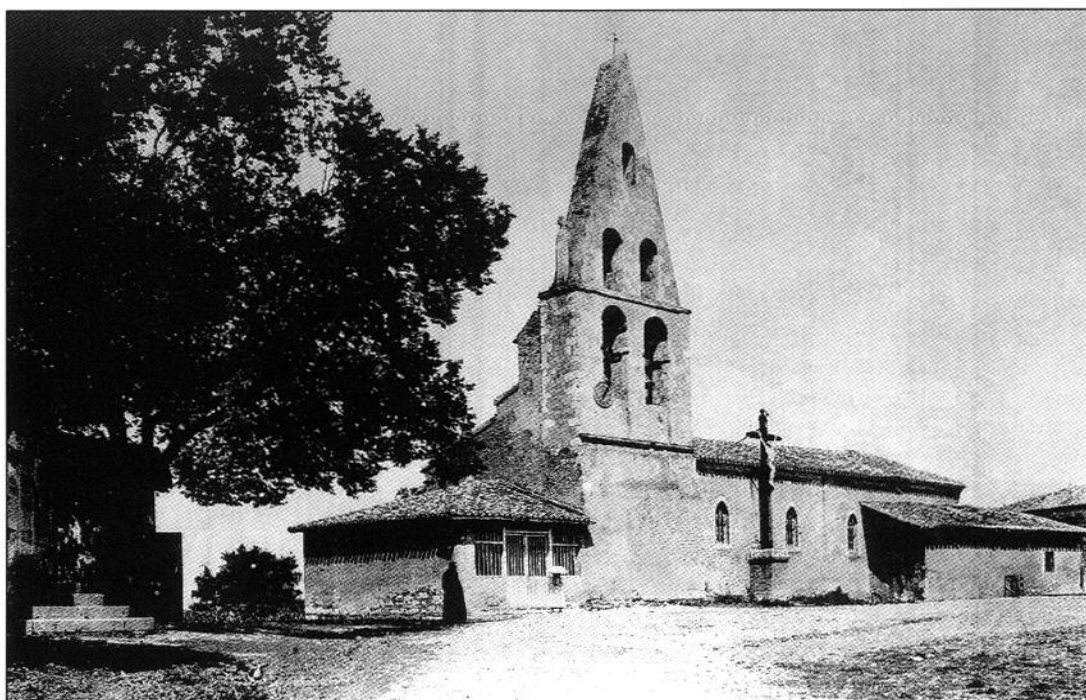


Figure 2 – Faudoas : l'ancienne église, photographiée avant 1898; coll. particulière (reprod. Christian Soula, 1976).

Dans un premier temps cependant, il n'est question que d'agrandir les églises, situées fréquemment loin du village : telle Laguépie encore, consolidée tant bien que mal après son effondrement : «Il n'a pas fallu un grand examen pour comprendre que l'église existante est trop petite pour contenir

23. Arch. dép. Tarn-et-Garonne, O 131. Saint-Pierre-Livron : Rapport de l'architecte du département Jean Combebiac (31 mars 1897).

24. Arch. dép. Tarn-et-Garonne, O 300. Laguépie : «[le curé] ne pouvant plus tenir devant les scandales et desordres dont il est témoin oculaire et auriculaire depuis longues années, résultant tous les Dimanches de la petitesse de l'Église du susdt Laguépie, il s'exécuta généreusement au commencement du printemps dernier, et se condamna volontairement à ne manger que du pain bis le reste de ses jours [...] pour faire opérer un agrandissement de quatre mètres de longueur sur toute la largeur à la susdt Église [...] mais Ô comble de malheur!! la réparation touchait déjà à la fin, et le lendemain on allait placer la charpente, lorsque dans la nuit du 6e au 7e 9bre dernier à 8. heures du soir, une forte voute soutenant toute la réparation s'est écroulée entraînant non seulement toute la nouvelle batisse mais encore une partie de la vieille, plus la nouvelle tribune. tous les materiaux sont tombés dans un précipice, et une bonne partie a roulé dans la rivière de l'aveiron.» (Le curé de Laguépie au ministre des Cultes : 18 9bre 1835.)

les fidèles qui s'y rendent. Cependant beaucoup de vieillards et d'infirmes ne pouvant y monter sont privés d'assister à la messe de paroisse et surtout aux instructions qui se font le soir. D'autre part, l'isolement où se trouve l'église la rend facile à être pillée, incommode pour les enterrements, indécente pour les confessions du soir, et onéreuse pour la Fabrique... Mais ce qui a le plus vivement frappé le conseil c'est l'impossibilité matérielle qu'il y a d'agrandir l'enceinte de l'église. Un précipice l'entoure de trois côtés, et sur le quatrième se trouve l'ancien cimetière dont il faudrait enlever les corps à moitié consumés, à la grande indignation des fidèles et au mépris des lois les plus sacrés²⁵.»

La décision de reconstruire est prise partout à la même époque, sous Napoléon III, plus de cinquante ans après le Concordat.

Des mentalités nouvelles

La création du département du Tarn-et-Garonne par Napoléon, le 4 novembre 1808, a provoqué la réorganisation totale des trajets : le nord de la région de Caylus, tournée vers Villefranche (de Rouergue), doit se retourner vers Montauban sa préfecture. Des routes sont enfin créées et le réseau des chemins, amélioré, met en relation les villages entre eux et avec leur chef-lieu de canton²⁶. Une diligence traverse la région tous les deux jours, dès avril 1821 : celle de la Compagnie Rebuffat; au départ de Montpellier, elle met trente heures pour arriver à Castres, quarante-deux pour Toulouse, trente-huit pour Albi, où un autre service rejoint Caussade en une douzaine d'heures; «ce service est d'autant plus utile, qu'il ouvre des communications accélérées avec un pays de fabrique qui le réclamait depuis long temps. il procure le double avantage de communiquer avec Toulouse, par deux routes différentes²⁷.»

La population est toujours importante, relativement stationnaire malgré une légère décrue. Un service d'ordre est instauré – les fameux «suisses» – accentuant les divisions des classes soulignées jusque dans les obsèques : le registre de Fabrique de Caylus règle déjà en 1821 les trois régimes des services funèbres : «services funéraires qui seront célébrés dans cette église avec toute la pompe funebre y usitée telle que la décoration de l'autel avec la tenture en noir ou de deuil [...] les services funéraires avec moins de pompe telle que la chappe noire, croix d'argent, etc., mais sans décoration d'autel et sans diacre et soudiacre, etc., les memes services funeraires sans aucune

25. Arch. paroissiales Laguëpie, registre de Fabrique; Assemblée extraordinaire (11 Xbre 1859).

26. Arch. dép. Tarn-et-Garonne, O 129 : «la commission à cru devoir adopter le classement des douzes chemins vicinaux [...] qui traversent la commune dans tous les sens, la mettent en relation avec les communes et les cantons voisins; elle pense qu'au moyen de ce classement vous mettrez tous les points de la commune en contact plus ou moins immédiat avec le chef lieu et les diverses paroisses, et qu'au moyen de quelques points de raccordement rendus nécessaires par la confection des lignes proposées, vous parviendrez à rendre complet le système des chemins vicinaux de la commune.» Extrait du registre de délibérations du conseil municipal de Caylus (8 mai 1854).

27. Arch. dép. Tarn-et-Garonne, O 625; Saint-Antonin : Rebuffat et Cie au maire (1^{er} avril 1821).

pompe funebre et avec la croix en laiton²⁸». «Considérant que quelques abus se sont glissés dans l'occupation des places réservées aux pauvres de la paroisse, la fabrique décide qu'à l'avenir les bancs des rampes des chapelles, marchepieds d'autel, escaliers, etc., places qui sont naturellement réservées aux pauvres, mendiants, restent affectés à cette réserve [...] les bancs de Fabrique, de mairie, des écoles sont réservés²⁹.»

Dans la seconde moitié du siècle, l'effort d'enseignement de l'Église reste considérable, avec les Frères des écoles chrétiennes rétablis en France en 1804, et les sœurs de la Sainte Famille, communauté nouvelle fondée par sainte Émilie de Rodat (morte en 1852), à Villefranche-de-Rouergue. L'école communale n'est obligatoire qu'en 1867 dans les communes de plus de 800 habitants, et bien souvent, dans les petites paroisses, l'instruction est faite par le curé. À Saint-Antonin, «la population agglomérée... comprend 2594 hab. répartis ainsi qu'il suit entre les deux cultes/Catholiques 2044/Protestants 550/Une école communale de filles, dirigée par les Sœurs de St Maur, reçoit et élève les enfants de la partie catholique de la population, tandis que pour le culte protestant, il n'y a qu'une école libre de filles³⁰.» À Caylus, ce sont encore les sœurs de la Sainte Famille et les frères – l'école Saint-Joseph – qui se chargent de l'enseignement.

Les anciennes confréries d'artisans se reforment, défendant le trône et l'autel face au socialisme montant, le plus souvent mal vues par les autorités tant religieuses que politiques : «La délibération du conseil municipal de Caylus [...] ayant pour objet que la cidevant chapelle des penitens de cette ville soit rendue à son ancienne destination, ne me paroît nullement susceptible d'être favorablement accueillie, par la raison que je sçais par experience que ces sortes d'établissement ont été de tout tems un sujet de trouble et de discorde dans les différentes paroisses où ils étaient en vigueur; aussi me suis je fait une règle générale de permettre seulement aux confrairies de pénitens de célébrer leurs offices dans une des chapelles de l'église paroissiale; [...] Je vous observerai au Reste, confidentiellement, que Mr le curé de Caylux, pense que la concession de la demande dont il s'agit serait plus nuisible qu'utile au Bien spirituel et à la tranquillité publique de sa paroisse³¹.» Approuvées par l'évêque, les congrégations de pieux laïcs se multiplient dans la région : «La congregation des filles de Mouillac a été formée, il y a une trentaine d'années,

28. Arch. paroissiales Caylus, registre de Fabrique 1804-1825, p. 283-284 (7 octobre 1821).

29. Arch. paroissiales Espinas, «Livre journal des DÉlibÉrations, recettes et dépenses de la fabrique de la paroisse d'Espinas» (3 janvier 1858).

30. Arch. dép. Tarn-et-Garonne, O 628; Saint-Antonin-Noble-Val : l'inspecteur d'Académie de Toulouse demandant la création d'une école publique au préfet (6 Xbre 1867); mais aussi «la population protestante à St Antonin est relativement riche. L'école des filles a de 30 à 35 élèves, presque toutes payant et pouvant payer» (le maire au préfet, 12 février 1868); voir aussi les arch. paroissiales Caylus : registre de Fabrique 1828-1869 (23 avril 1854, et 2 janvier 1859); et encore les arch. évêché Montauban : P 35, Caylus (7 janvier 1876).

31. Arch. dép. Tarn-et-Garonne, O 128; lettre de l'évêque de Cahors au préfet (29 février 1820). Le 11 octobre 1829, la confrérie compte 50 confrères âgés de 23 ans à 56 ans, commerçants à Caylus.

comme quelques autres des Cantons de Caylus et St Antonin, par l'Abbé Bonhomme, fondateur d'un couvent de Religieuses à Gramat, diocèse de Cahors. il érigeait ces congrégations à la suite de retraites qu'il donnait dans la contrée³².» Ou la confrérie des Pénitents blancs fondée en 1808 à Saint-Antonin-Noble-Val, sous la protection de saint Augustin³³.

Le «catholicisme social» tente d'alléger la misère³⁴ : la Société de Saint-Vincent-de-Paul fondée en 1833 par Frédéric Ozanam et les Petites Sœurs des Pauvres fondées en 1839, sont actives dans la région. Les œuvres caritatives sont nombreuses, en particulier les «ateliers de charité» à l'initiative des conseils municipaux et des Fabriques : «que si l'édifice (l'église de Laguépie) doit rester inachevé jusqu'à ce que l'on puisse reprendre les travaux avec les ressources assurées pour les années 1872 et suivantes, on aura du moins répondu pour cet hiver à la pensée généreuse qu'a eu le gouvernement d'occuper les ouvriers sans travail; [...] En attendant l'approbation des travaux d'église [...] et prévoyant qu'il s'écoulera un certain temps pendant lequel les ouvriers seront sans travail [...] vote une] somme de deux à trois cents francs qui serait employée immédiatement à faire planter sur tout le bord de l'avenue dite de la gare des arbres offerts par la compagnie d'Orléans et à des réparations dans l'intérieur du village de laguépie³⁵.» Les pauvres ont bien la première place dans les églises, même si une telle sollicitude est parfois organisée de façon maladroite comme à Caylus³⁶.

Un certain triomphalisme règne dans les paroisses, puisant sa force dans les apparitions de la Vierge Marie, rue du Bac à Paris en 1830, à La Salette en 1846, à Lourdes en 1858; dans l'ouverture du premier Concile du Vatican en 1869; et surtout dans la promulgation du dogme de l'Immaculée Conception en 1854. En 1847 l'évêque de Montauban, monseigneur Doney, ordonne à son tour le rétablissement de la liturgie romaine dans son diocèse, comme dans le reste de la France : «À la fin du mandement [...] il est dit : [...] dans les paroisses dont la population est inférieure à 800 âmes le missel romain ne sera d'obligation qu'un an plus tard c'est à dire le 18 janvier 1849³⁷.» Ce rattachement à Rome nécessite aussi le renouvellement des ornements liturgiques en raison du changement des couleurs liturgiques. Depuis 1850 enfin, à la demande de Rome, les prêtres doivent porter la soutane.

32. Arch. évêché Montauban, P 44; Mouillac : lettre du curé de Mouillac à l'évêque (30 Xbre 1867) – congrégation de jeunes filles approuvée le 9 janvier 1868.

33. Arch. paroissiales Saint-Antonin-Noble-Val, «Saint-Antonin», ms L. de Lastic-Saint-Jal, *op. cit.*

34. L. CHATELLIER, *L'Europe des dévots*, Paris, 1987, p. 230-232.

35. Arch. dép. Tarn-et-Garonne : O 301, Laguépie, délibération du conseil municipal (21 décembre 1870).

36. Arch. paroissiales Caylus, «Tous les degrés des chapelles, mais non des autels, ainsi que ceux du sanctuaire, seront laissés aux pauvres gens pour s'asseoir», dans le registre de Fabrique 1870-1930 (1^{er} octobre 1882).

37. Arch. paroissiales Espinas, «Livre journal des Deliberations, recettes et dépenses de la Fabrique de la paroisse d'Espinas», ordonnance du 16 juillet 1847, transcrite le 19 août.

Un art français

Pour la reconstruction des églises, de grandes souscriptions sont ouvertes, rapportant des sommes considérables mais insuffisantes. À Ginals cependant, en 1866, le montant de la souscription est supérieur à la dépense projetée. Pour Cornusson par exemple, en 1884, 11 416 F ont été souscrits : la paroisse a versé 7 846 F, la Fabrique 4 000 F et l'État 12 000 F; trois communes, enfin, ont versé en tout 5 500 F, pour cette nouvelle église d'emplacement plus central que l'ancienne. Ce sont des sommes considérables : vers 1850, un ouvrier agricole gagne de 50 centimes à 1 franc par jour, un artisan du bâtiment 1,50 à 2 F par jour, un cantonnier 150 F par an...; le pain blanc est à 40 c le kilo, et le pain de seconde qualité à 35 centimes³⁸.

Dans le même temps grandit une prise de conscience d'un art spécifiquement français, avec la création des Monuments historiques en 1830 et la restauration des sites majeurs : Vézelay en 1843, Carcassonne en 1844, la basilique Saint-Denis et les remparts d'Avignon en 1846, le château de Pierrefonds de 1857 à 1870. Le style gothique devient le symbole de l'art français, de l'art des cathédrales et de Saint Louis. Le style néogothique cherche à faire revivre ce temps de grâce et de stabilité, surtout en ces périodes troublées du XIX^e siècle.

En 1853, Viollet-le-Duc est nommé inspecteur des travaux diocésains, avec Reynaud, et Vaudoyer l'architecte de la nouvelle cathédrale de Marseille³⁹.

Non sans quelques erreurs et tâtonnements, les Fabriques s'inquiètent d'une unité de style dans l'architecture et le mobilier de leur église, d'une harmonie parfaite qui produise un bel effet; ainsi en 1852 à Caylus, il faut «étudier la forme d'autel [le maître-autel] qui conviendrait le mieux au style architectural de l'Église [...] plan dressé par Mr Vireben de Toulouse dont la forme du quinzième siècle s'harmonise avec l'absyde du sanctuaire et les baies à Meneaux de la même époque – le conseil reconnaît la convenance artistique, et la beauté de forme de cet autel.» En 1853, dans le «Plan général d'Embellissement du sanctuaire [...] il s'agirait d'abord d'établir de nouveaux degrés en pierre à l'autel [...] la seconde chose à faire sera de placer un revêtement en bois avec antéfixes en harmonie avec l'autel à l'entour du sanctuaire. Cette mesure demandera une modification des stalles. Il sera ensuite convenable de faire des peintures murales aux murs et à la voûte du sanctuaire – Il y aurait ainsi une harmonie parfaite : autel, vitraux, peintures, boiseries, tout s'accorderait pour produire un bel effet.» Enfin, en 1854, dans un projet d'élargissement de l'autel réclamé par l'opinion générale, la Fabrique prévoit «deux figures d'Ange, style du 18^{ème} siècle, posés sous un pavillon⁴⁰». Les

38. Cl. HARMELLE, G. ELIAS, «Les Piqués de l'Aigle», *op. cit.* (n. 10), première partie : «Situation au milieu du XIX^e siècle».

39. Arch. évêché Montauban, journal de correspondance, fol. 99 n° 29, courrier reçu (25 avril 1853).

40. Arch. paroissiales Caylus; registre de Fabrique 1828-1869 : 4 octobre 1852, 11 janvier 1853, 5 juillet 1857.

terres cuites des Frères Virebent, à Launaguet près de Toulouse, emplissent les églises d'autels, de fonts baptismaux et de statues gothiques – ou plutôt de style néogothique (fig. 3).

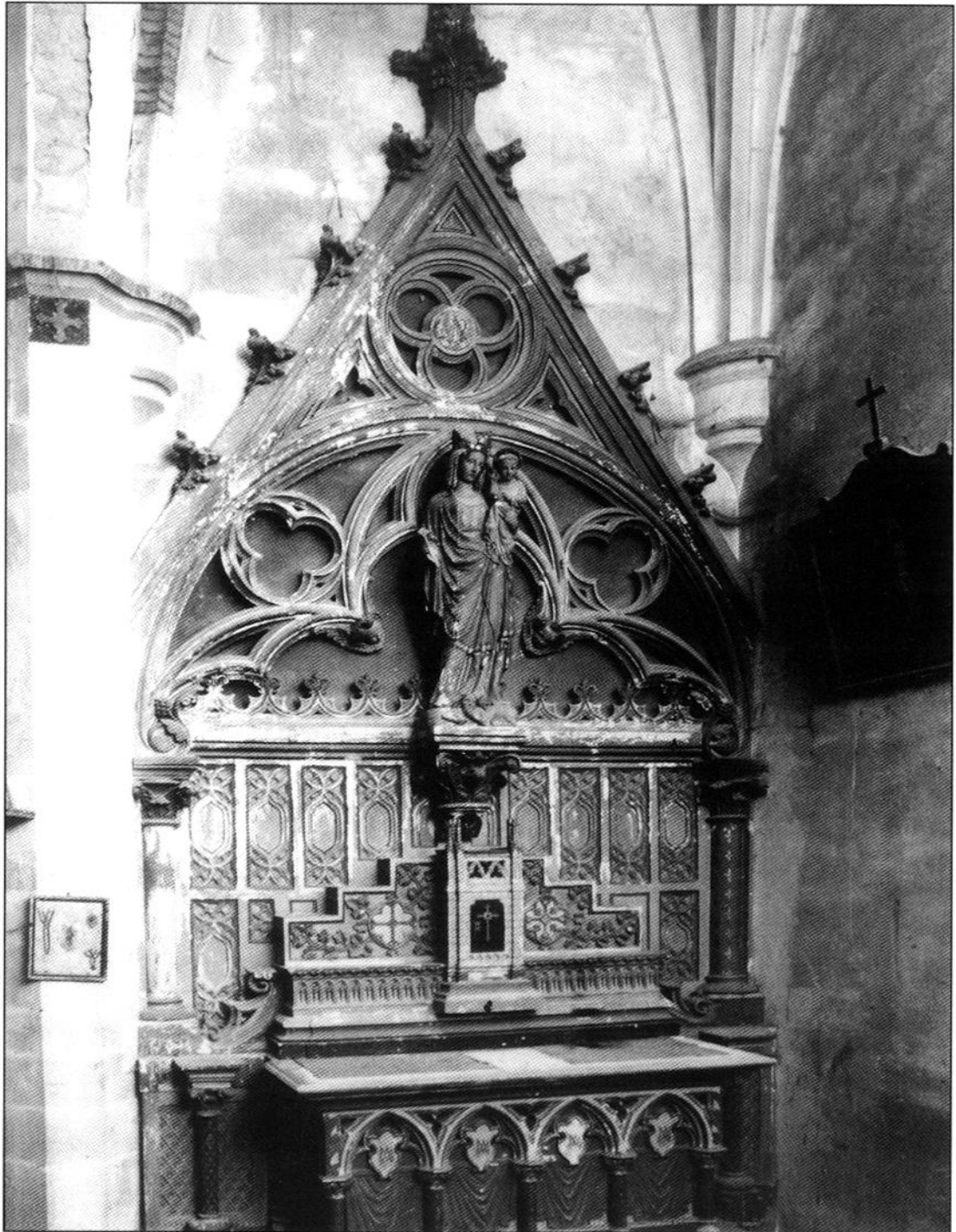


Figure 3 – Mouillac : autel de la Vierge (terre cuite, 1858; cliché Ch. Soula, 1982).

En cette difficile fin du XIX^e siècle où la crise économique est mondiale, les secours de l'État sont insuffisants. Après attribution d'un secours supplémentaire du ministère de l'Instruction publique et des Cultes, le député Jules de Limairac écrit au curé de Laguépie, le 25 décembre 1874 : «3 000 F valent mieux que Rien! Cependant, d'après mes insistances écrites et verbales, et quoique je ne prétendisse pas aux 8 080 F demandés, j'espérais quelque chose de plus que les 3 000 F accordés. Ces messieurs disent que leurs Caisses sont peu garnies. Et que les demandes deviennent innombrables⁴¹.» Dans les petites paroisses, chacun participe au chantier, à l'extraction des pierres, au transport des matériaux avec les charrois tirés par les bœufs⁴². Les difficultés de financement expliquent des églises d'architecture étrange et peu esthétique résultant de projets inachevés ou avortés, comme à Vigueron ou Saint-Amans.

Les premières disputes concernent le nouvel emplacement de l'église paroissiale, d'aucuns continuant de fréquenter l'ancienne, pourtant interdite⁴³. En outre, les conseils municipaux s'opposent le plus souvent à la démolition du vieux bâtiment jusqu'à ce que le nouveau soit terminé.

Sauf cas particulier, comme à Saint-Antonin-Noble-Val où la façade du temple protestant reconstruit de 1850 à 1881 reprend celle des XVI^e et XVIII^e siècles de l'ancien temple, les architectes ont d'emblée proposé un plan identique pour toutes ces églises, sans approfondissement particulier du devis; tel le projet de Gabriel Bréfeil pour l'église paroissiale de Faudoas de 202 m² pour 624 habitants, soumis à l'architecte du département : «Ce projet est présenté sans demande de secours; par conséquent il n'y a pas lieu de rechercher avec soin s'il serait possible d'y apporter des réductions et substitutions d'ouvrages en vue de se conformer à cet égard à l'esprit d'économie manifesté constamment par l'Ad^{on} supérieure. Avant la tentative d'adjudication, il n'y a pas trop à se préoccuper, non plus, si avec 34 000 F, 00 y compris la valeur des anciens matériaux, on pourra parachever l'œuvre de construction d'une église de 400 mètres carrés de surface couverte environ; il suffit de s'assurer que ces ressources permettent d'atteindre un degré d'avancement bien suffisant pour l'exercice du culte⁴⁴.» Ou encore le projet de Cornusson par Théodore Olivier, en 1881 : «L'Église aura 24 mètres de large et 12 m de haut. Le plan qui vous a été présenté, n'est a proprement parler qu'un *passé partout*. Il le faut, paraît-il dans cette forme pour avoir plus facilement l'agrément du gouvernement. Mais pour l'exécution il sera modifié. Le sanctuaire sera a pans coupés, avec deux sacristies une de chaque côté du sanctuaire, faisant suite aux chapelles, et la nef de l'Église et la sanctuaire, voûtés⁴⁵.» Architecte diocésain, Théodore

41. Arch. paroissiales Laguépie.

42. Arch. dép. Tarn-et-Garonne, O 626; Saint-Antonin-Noble-Val (Servanac) : Rôle des journées employées aux travaux de la réparation de l'église et du prebitère de Servanac... (1^{er} 8bre 1821).

43. Arch. évêché Montauban, P 47; Saint-Amans : lettre du préfet à l'évêque (17 avril 1893).

44. Arch. dép. Tarn-et-Garonne, O 207 «Projet de construction d'une Église. Rapport de l'Architecte du Départ. J. Combebiac» (16 janvier 1883).

45. Arch. évêché Montauban, P 120; Cornusson : lettre de Jean Joseph Casimir Bessières, curé de Cornusson, à l'évêché (9 août 1881).

Olivier dessine en effet la plupart des projets dans le département. Les modifications sont nombreuses en cours de construction, tant à la demande de la Commission des bâtiments civils à laquelle tous les devis sont soumis, qu'à celle des Fabriques, comme la construction d'une deuxième sacristie, dans un souci de symétrie et d'esthétique alourdissant les factures : « Ces changements de détail paraissent avoir apporté des améliorations sérieuses à l'édifice sans nuire en rien à l'harmonie de ses dispositions⁴⁶. »

Les travaux sont parfois très lents : dix-huit ans à Cornusson depuis l'avis favorable à la reconstruction de l'évêque de Montauban jusqu'à l'achèvement complet de l'église; quarante ans à Laguépie – qui reste encore aujourd'hui sans clocher. Outre les problèmes de financement, la première cause de cette lenteur est la difficulté à trouver de la main-d'œuvre en raison de la construction du chemin de fer – d'abord la voie de Montauban à Capdenac longeant l'Aveyron, de 1853 à 1858⁴⁷, transformée depuis en route –, puis celle de la grande ligne : en 1881, « Le chemin de fer de Brives à Montauban prend tous les ouvriers, tailleurs de pierre et entrepreneurs qui sont très bien payés d'où difficultés à en trouver : nous sommes obligés d'attendre que les maçonneries en pierre de taille soient à peu près terminées sur la ligne Montauban à Cahors⁴⁸. »

Le chemin de fer va faciliter la circulation des marchandises, et l'exode de la population qui diminue partout vertigineusement : en vingt ans, entre 1876 et 1896, le canton de Caylus perd 1694 habitants, et celui de Saint-Antonin 2129. Les courtiers proposent aux paroisses des objets de culte ou des statues fabriquées en série à Lyon, Paris, ou Angers, et les artistes, les orfèvres de la région, disparaissent.

Le phylloxéra continue de détruire le vignoble. En juin 1883, le curé de Verfeil demande que soit autorisé un pèlerinage à la chapelle Saint-Eutrope d'Alzonne, comme l'ont fait d'autres curés⁴⁹. Les dettes contractées pour construire les églises sont difficilement apurées. Pour la reconstruction de l'église de Cornusson, en 1883, le député Pagès écrit au curé de Verfeil : « Il est regrettable que la municipalité semble indifférente au projet de reconstruction et n'accompagne pas le dossier d'observations et recommandations pressantes⁵⁰. » En 1887, l'ancien curé de Laguépie, alors doyen de Monclar, intervient auprès de Théodore Olivier; au nouveau curé de Laguépie qui n'a pu encore totalement régler l'architecte de son église, il écrit sa médiation « afin que vous échappiez aux graves inconvénients qui résulteraient de pour-

46. Arch. dép. Tarn-et-Garonne, O 208; Faudoas : « Construction de l'Église. travaux complémentaires » (Commission des bâtiments civils, avril-mai 1902).

47. *Photographier le patrimoine; la Société archéologique de Tarn-et-Garonne (1866-1920)*. Catalogue d'exposition, Abbaye de Belleperche, 15 juin-30 septembre 2001 (Conseil général de Tarn-et-Garonne) : ill. p. 38; voir aussi C. HARMELLE, G. ELIAS, « Les piqués de l'Aigle... » *op. cit.* (n.10), p. 119-175.

48. Arch. paroissiales Caylus : « registre des délibérations du conseil de Fabrique de l'église de Lasalle 1880-1906 » (29 novembre 1881).

49. Arch. évêché Montauban : P 136; *ibid.* Verfeil (19 juin 1883); *ibid.* Parisot; voir aussi : *idem*, P 137 (24 mai et 1^{er} juin 1883).

50. Arch. paroissiales Verfeil (6 juin 1883).

suites judiciaires. Je sais combien votre situation est gênée. Aussi j'écris à Monsieur Olivier de ne pas donner suite à son idée [...] Nous sommes nombreux les curés à la tête de Fabriques endettées, partout où l'on a construit des églises il a fallu charger l'avenir et les dettes sont très difficiles à payer parce que personne n'entend donner de l'argent à cette intention⁵¹.»

L'église de Saint-Antonin

La reconstruction de l'église paroissiale de Saint-Antonin-Noble-Val est une aventure à part⁵². L'ancien édifice était à l'origine un temple protestant construit entre 1568 et 1572 pendant les guerres de religion, et devenu église paroissiale en 1662. Agrandi à la fin du XVII^e siècle et au début du XVIII^e siècle, avec un clocher reconstruit en 1806, le bâtiment était de plan irrégulier et en mauvais état : «une espèce de grange ignoble et qui tombe de tous côtés» écrit Eugène Viollet-le-Duc, rapporteur auprès du Comité des monuments historiques⁵³, et chargé dans le même temps de divers travaux à Saint-Antonin et dans la région. Après un premier projet d'agrandissement de l'ancienne église, un nouveau projet, ambitieux et utopique, est demandé à l'architecte toulousain Rivet : la translation de l'abbatiale de Beaulieu à Saint-Antonin – non réalisée après un début de démolition⁵⁴. En effet, après démontage de la charpente de Beaulieu en 1843, bois et planchers sont finalement vendus en 1855 à la Compagnie du Chemin de fer du Grand Central.

Saint-Antonin compte alors 3400 catholiques et 800 protestants⁵⁵, et la création de la succursale du Bosc lui retire 600 paroissiens.

L'église de Saint-Antonin continuant d'être de plus en plus délabrée, le curé en demande l'interdit en 1861; une église provisoire est établie dans un hangar, dans le jardin du presbytère : l'ancienne église est démolie. En 1858, pour l'architecte Théodore Olivier chargé de la reconstruction, il ne s'agit plus, alors, que de construire une église «simple, modeste, et en proportion avec les faibles ressources que nous avons à y consacrer» (fig. 4)... Mais en 1862, «il signale différentes améliorations qu'il considère comme très désirables pour donner à l'édifice un aspect de grandeur et de beauté plus complet que dans le projet⁵⁶». Le maire Berry écrit au préfet que «cette belle œuvre [...] dotera St Antonin d'une des plus belles églises du pays⁵⁷» (fig. 5). La nouvelle église paroissiale est consacrée le 1^{er} octobre 1872, et son clocher est

51. Arch. paroissiales Laguépie.

52. La très abondante documentation consultée (sources et bibliographie) est précisée dans le dossier d'Inventaire.

53. Arch. dép. Tarn-et-Garonne, O 628; rapport du 20 novembre 1842.

54. Arch. dép. Tarn-et-Garonne, O 628. «Comité des Monuments historiques. Mr Viollet-Leduc. Rapporteur. Rapport sur les églises de st. Antonin et de Beaulieu»; *Ibid.* : «Église de Beaulieu. Transport à St Antonin. 2^e rapport».

55. Arch. évêché Montauban, P 116; visite canonique (29 mai 1847).

56. Arch. dép. Tarn-et-Garonne, O 629; délibération du conseil municipal (23 octobre 1862) : «lecture d'une lettre de Mr Olivier, architecte du département».

57. *Ibid.* (25 octobre 1862).

enfin terminé; la tribune est construite en 1877; le tympan est sculpté par Goutet en 1901. Le curé Pierre Lafargue, récapitulant l'histoire de la construction, s'exclame : «Dieu sait ce qu'il a fallu de foi, de sacrifice et de dévouement à un pays relativement pauvre pour arriver à un pareil résultat⁵⁸!»

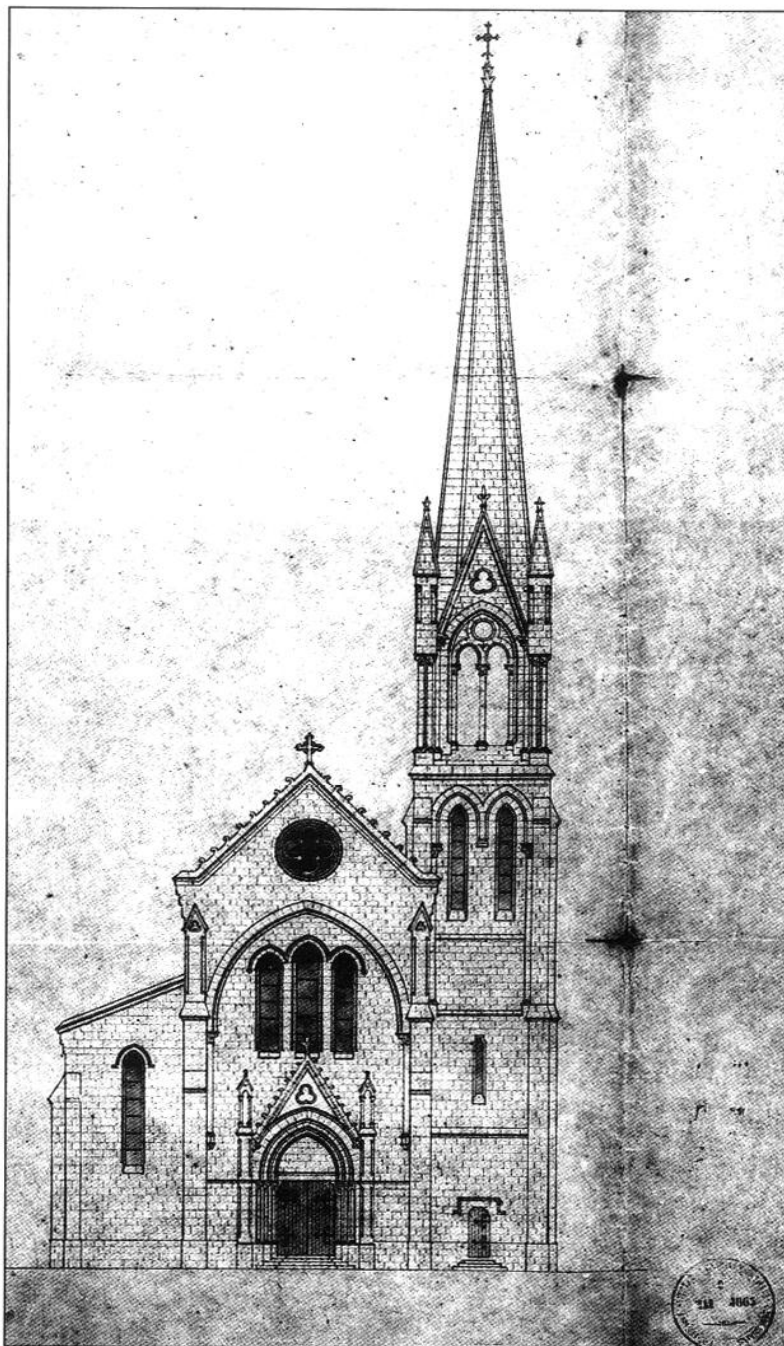


Figure 4 – Saint-Antonin-Noble-Val : projet de façade, par Théodore Olivier (10 décembre 1858); arch. dép. Tarn-et-Garonne : O 629 (cliché Maume, 1986).

58. Arch. dép. Tarn-et-Garonne, O 629 : lettre au préfet [sans date : 1879].



Figure 5 – Saint-Antonin-Noble-Val : la nef (cliché Christian Soula, 1980).

L'achèvement des églises

En France, en 1880 les décrets anticléricaux ferment les couvents d'ordres enseignants, et excluent les religieux en 1886.

Dans l'Église romaine, le pape Léon XIII signe en 1890 l'encyclique *Sapientiae christianae* sur les devoirs civiques des chrétiens, et en 1891 *Rerum novarum* sur la condition ouvrière; il institue la fête du Sacré-Cœur dans l'Église universelle.

C'est aussi dans le dernier quart du XIX^e siècle que 19 églises du Tarn-et-Garonne reçoivent des grandes orgues des facteurs Puget (Toulouse), Magen (Agen), ou Cavaillé-Coll (Nîmes)⁵⁹. Au même moment les églises neuves sont décorées de magnifiques vitraux de Gustave Pierre Dagrard, Henri Feur (maîtres-verriers de Bordeaux); Gabriel et Henri-Louis-Victor Gesta, J. Broué et P. Lalanne, Cavanillac (maîtres-verriers de Montauban); Rigaud, Saint-Blancat, L. Bordieu (maîtres-verriers de Toulouse). Leur programme iconographique évoque l'histoire des paroisses et de leurs saints patrons : à Cornusson l'ancienne église détruite est représentée en arrière-plan sur le vitrail de sainte Germaine de Pibrac canonisée en 1867. Au sujet de la toute nouvelle église de Laguépie édifée par Théodore Olivier, le chroniqueur du bulletin diocésain écrit en 1878 : «Le style de notre église est celui du XIII^e siècle : une seule nef, large, spacieuse, avec transept formant chapelles, voûte élégante et bien conçue. La pierre de taille, qui convient si bien aux édifices religieux en général, et à ceux de cette époque surtout, y est répandue avec une sage profusion [...] on sait bien qu'en principe les vitraux doivent respecter et rendre plus saisissant l'aspect religieux de l'édifice, en répandant partout des pensées graves et pieuses⁶⁰.»

La reconstruction des églises paroissiales en Tarn-et-Garonne, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, a été entreprise dans une exceptionnelle période de stabilité du gouvernement, en France, et de la succession des papes à Rome. En pleine crise anticléricale de ses dernières décennies, l'achèvement et l'embellissement des églises, cette persévérante succession de travaux et une fidélité sans faille dans l'apurement des dettes furent le témoignage d'une foi militante pour les catholiques du diocèse de Montauban, dans des temps extrêmement difficiles. Mais ce fut aussi la quête d'un enracinement dans la tradition de la chrétienté, dans l'héroïsme des croisades et de la chevalerie : le choix du style néogothique en avait été le premier symbole.

Complément bibliographique

Caylus et Saint-Antonin-Noble-Val : le patrimoine de deux cantons aux confins du Quercy et du Rouergue. Sous la dir. de B. Loncan, Paris, L'Inventaire, Impr. nat., 1993. (Cahiers du patrimoine, 29.) DAUX, abbé C., *Histoire de l'Église de Montauban*, Paris, Bray et Retaux, 1881-1882.

GAYNE, chanoine P., *Dictionnaire des paroisses du diocèse de Montauban*, Montauban, Association Montmurat-Montauriol, 1978.

59. P. BACHET, «*Orgues en Midi-Pyrénées*.» t. 2. Lot, Hautes-Pyrénées, Tarn, Tarn-et-Garonne, Toulouse, 1982.

60. *Bulletin catholique du diocèse de Montauban*, 3^e année, n° 21 (24 mai 1878), p. 331-333.